



Tribune

Politique étrangère Richard Labévière ⁽¹⁾ met au grand jour le lien entre la mondialisation voulue par la puissance américaine et le terrorisme qui profite du rabotage des frontières et du « libre-échange » universel. Éclairant.

Terrorisme, misère suprême de la mondialisation

Par Philippe de Saint Robert

Richard Labévière est un journaliste d'investigation, mais dont le domaine est la politique étrangère, notamment celle qui touche au Proche-Orient. À vrai dire, celle-ci a de constantes répercussions sur la marche du monde, lorsqu'elle ne la détermine pas. Dans un précédent ouvrage, *Le Grand Retournement* ⁽²⁾, l'auteur avait montré et situé, dès 2004, une rupture des fondements de la politique française telle que suivie jusqu'en 2003, lorsque Jacques Chirac opposa la diplomatie française au déclenchement de la troisième guerre du Golfe, engagée par Bush fils et les néo-conservateurs américains en Irak. On sait que nous ne cessons d'en payer les conséquences.



Écrivain, journaliste, gaulliste.

Labévière, les choix sarkozystes sur Israël et la Palestine, sur l'Irak et la Syrie. » L'auteur relève que « dans le cas syrien, la France a opté clairement pour le "changement de régime", imitant ainsi les États-Unis qui n'ont cessé de le faire depuis la Seconde Guerre mondiale sur tous les continents avec les succès que l'on connaît ». Ces choix vont aboutir à l'élimination radicale de la diplomatie française au Proche-Orient, ainsi qu'on peut aujourd'hui le constater. Ils conduiront à la même impasse avec la Russie, aux dépens de nos intérêts économiques. Même Hubert Védrine n'a pas été écouté.

Richard Labévière passe en examen la complexité de tous les grands « médias » avec cette politique : « Comment, s'interroge-t-il, la grande presse s'est-elle transformée en passe-plat des options morales d'une diplomatie française axée sur l'immédiateté, rivée aux sondages d'opinion et à une course effrénée aux parts de marché ? » On est dans le compassionnel à tout-va ; comment l'opinion publique, abusée, ne suivrait-elle pas ? Les anciens trotskystes sont devenus néo-libéraux, voire atlantistes ; la pensée politique n'est plus une réflexion, mais une mode avec la bénédiction souvent financière des pétromonarchies qui n'ont cessé d'alimenter les Frères musulmans et leurs émissaires. La France, profitant d'un froid entre Washington et Riyad, se jette dans les bras de l'Arabie saoudite. Nos hommes politiques vont quêter à l'ambassade du Qatar. La France opte pour une politique exclusivement sunnite à l'heure où l'Irak sort du tunnel.

Richard Labévière écrit : « Toujours est-il que si l'on parlait encore d'une "politique arabe" dans la France du général de Gaulle et de François Mitterrand, il n'est plus question désormais que de politique "sunnite" dans celle de François Hollande... » Sur ces différents dossiers, note l'auteur, François Hollande a non seulement confirmé les orientations de son prédécesseur, mais il a fait pire. En mars 2012, Alain Juppé avait décidé de fermer l'ambassade de France à Damas, interrompant ainsi toute collaboration entre

► L'amateurisme français

Dans son dernier ouvrage, *Terrorisme face cachée de la mondialisation*, Richard Labévière fait ressortir le lien entre la mondialisation voulue par la puissance américaine (qui profite à s'en mordre les doigts) et le terrorisme qui commencent à raboter des frontières et du « libre-échange » universel. Pour l'auteur, la résolution 1559, adoptée par le Conseil de sécurité le 2 septembre 2004 à l'initiative de la France (soutenue de se réconcilier avec les États-Unis), a engendré une « rupture permanente avec quarante ans de diplomatie française dans le monde arabe » et « constitue l'acte fondateur d'une école néo-conservatrice française : il ne s'agit pas, à l'évidence, d'un complot, mais d'un tournant majeur dans la politique de la France vis-à-vis des pays arabes ». Richard Labévière est sévère avec les acteurs de la diplomatie française de l'époque (Jean-David Lévitte, Maurice Gourdault-Montagne, sous la houlette de Dominique de Villepin, puis de Bernard Kouchner).

Les deux quinquennats suivants n'auront qu'à s'engouffrer dans cette brèche. Notre intervention en Libye est à la traîne de celle des Américains en Irak. L'amateurisme commence. En 2012, le gouvernement socialiste va surpasser le précédent. Laurent Fabius exige le Quai d'Orsay, mais pose ses condi-

SÉVÉRITÉ VIS-À-VIS DU RÉGIME SYRIEN,

BIENTEILLANCE VIS-À-VIS DU RÉGIME SAOUDIEN.

homologues syriens en matière de lutte antiterroriste et de renseignement concernant les jihadistes d'origine française se rendant en Syrie et en Irak. Depuis plusieurs années, le patriarche maronite libanais Bechara Raï essayait d'attirer l'attention du Quai d'Orsay sur le massacre des chrétiens de Syrie commis par des groupes jihadistes, partiellement armés par la France. Laurent Fabius et ses conseillers néo-conservateurs continuaient à nier l'évidence, osant même dire que "les petits gars de Nusra font du bon travail..." au moment où plusieurs contrats d'armements sont en passe d'être signés avec l'Arabie saoudite. » C'est un fait que Paris, toujours à cheval sur les « droits de l'homme », a réagi plutôt mollement aux dernières exécutions saoudiennes qui ont révolté toute la planète. Notre sévérité vis-à-vis du régime syrien est donc largement compensée par notre bienveillance vis-à-vis du régime saoudien, où les droits de l'homme... et de la femme nous paraissent sans doute en bonne voie. La France s'est par ailleurs montée la tête avec le « printemps arabe » qui a vu partout des dicta-

teurs remplacés par d'autres. La Tunisie elle-même reste sur un volcan.

On lira avec intérêt les pages que l'auteur consacre à notre gestion du terrorisme où il nous voit remédier davantage aux conséquences qu'aux causes. On sait les contradictions dans ce domaine des États-Unis qui ont longtemps favorisé indirectement les Frères musulmans et les talibans. Richard Labévière conclut : « Dans cet univers de la casse des États-nations, de dérégulation généralisée, de guerre de tous contre tous, le terrorisme contemporain n'est plus un accident, mais s'est imposé comme une énergie vitale – un conatus – irradiant. [...] Le terrorisme est devenu la misère suprême de la mondialisation contemporaine. » Notre auteur est, avec Claude Angeli, l'un des rares journalistes à bien savoir de quoi il parle dans ces domaines. ■

⁽¹⁾ *Terrorisme face cachée de la mondialisation*, Richard Labévière, Éd. Pierre-Guilhaume de Roux, 2016, 281 p., 23,90 euros.
⁽²⁾ Le Seuil, 2006.

Témoignage Bouleversé par la tuerie de la mosquée de Québec du 29 janvier 2017, Ahmed Bensaada nous livre ses émotions. À l'état brut.

J'ai mal au Québec

Par Ahmed Bensaada ⁽¹⁾

J'ai mal au Québec comme on peut avoir mal au cœur lorsqu'il est écrasé par le poids d'une atrocité ou le fardeau d'une horreur. J'ai mal au Québec comme on peut avoir mal à l'âme lorsqu'elle est lacérée par les griffes de la haine et les crocs de l'hostilité.

J'ai mal au Québec comme on peut avoir mal à nos espérances lorsque nos illusions se métamorphosent en mirages et nos rêves en cauchemars.

J'ai mal au Québec comme on peut avoir mal au corps lorsque des balles meurtrières traversent notre chair et que notre sang éclabousse un lieu de culte.

J'ai mal au Québec comme une épouse peut avoir mal lorsqu'elle apprend que son conjoint vient d'être lâchement assassiné et qu'elle ne pourra plus se blottir contre lui, dans la joie ou dans la peine.

J'ai mal au Québec comme un enfant peut avoir mal lorsqu'il comprend qu'il ne verra plus jamais son père, ne pourra plus monter sur ses épaules ou ravir son sourire.

J'ai mal au Québec comme j'ai eu mal ce jour où une femme voilée, accidentellement décédée dans le métro montréalais, a été accusée par des médias néophobes d'avoir été « étranglée par son hijab » alors que se déchaînaient contre elle la blogosphère islamophobe, la couvrant d'un linceul d'insultes immondes.

J'ai mal au Québec comme j'ai eu mal lorsqu'un parti québécois a érigé sa politique sur le socle d'une charte des valeurs spécialement conçue pour la discrimination de la partie la plus vulnérable de la société.



J'ai mal au Québec comme j'ai toujours mal lorsque j'entends des « *benhabibs* », des « *maritaneux* », des « *nailloux* » ou des « *janettes* » hanter les ondes en vomissant leur fiel sur les musulmans, l'islam, le hijab, le halal, les écoles musulmanes...

J'ai mal au Québec comme j'ai régulièrement eu mal, depuis bientôt dix ans, à la vue du sang de futures victimes innocentes giclant des micros, suintant des caméras et dégoûtant des gueules de cuistres médiatiques rivalisant dans la diffusion acrimonieuse de l'intolérance et de la xénophobie.

J'ai mal au Québec comme on peut avoir mal lorsqu'on constate que des moyens colossaux sont déployés pour la lutte contre la radicalisation islamiste et que rien n'est entrepris pour la lutte contre la radicalisation antimusulmane.

J'ai mal au Québec comme on peut avoir mal lorsqu'on se rend à l'évidence qu'après avoir été un havre de paix et un exemple du vivre-ensemble, la Belle Province exhale des relents pestilentiels d'islamophobie nauséabonde.

J'ai mal au Québec comme un père peut avoir mal en pensant que ses enfants ne seront plus en sécurité et que dès qu'ils auront le dos tourné, les bras tendus vers le ciel, ils seront à la merci de la cruauté d'un « *Bissonnette* ». ■

Brosson, le 11 février 2017

⁽¹⁾ Ahmed Bensaada, enseignant et auteur, vit au Québec depuis presque trois décennies. Il a vu l'émergence et la prolifération de l'islamophobie dans cette province canadienne, phénomène sur lequel il s'est penché dans de nombreux articles.